

**DEMANDE D'ACCES AUX INFORMATIONS ISSUES DU REGISTRE DES
BENEFICIAIRES EFFECTIFS
INTERET LEGITIME**

(Conformément à la Directive 2024/1640 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024)

1

Déclarant

Dénomination ou raison sociale de la personne morale¹ :

.....

Numéro RCS ou EUID :

Identité et qualité du déclarant (représentant légal signataire ou de son mandataire dûment habilité) :

.....

ou

Nom, prénom(s) et qualité de la personne physique :

.....

2

Objet de la déclaration

Information générale relative à l'accès aux informations de toute entité :

Le (la) soussigné(e) atteste sur l'honneur justifier d'un intérêt légitime au regard de l'objet ou de la nature de son activité, dans la prévention ou la lutte contre le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme, tel que prévu par la Directive 2024/1640 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 :

Les personnes agissant à des fins journalistiques, de signalement ou de toute autre forme d'expression médiatique en lien avec la prévention ou la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et leurs infractions sous-jacentes ;

Les organismes à but non-lucratif et chercheurs universitaires dont les activités sont liées à la prévention ou la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et leurs infractions sous-jacentes ;

Les prestataires externes à qui les personnes assujetties mentionnées à l'article L. 561-2 ou les autorités compétentes mentionnées au 2° de l'article L561-46 peuvent confier, en leur nom et pour leur compte, la réalisation de certaines des obligations de vigilance relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui leur incombent, et lorsqu'ils justifient du besoin d'accéder aux informations relatives aux bénéficiaires effectifs

¹ (1) Informations telles que figurant au RCS.

dans le cadre d'un contrat établi avec au moins l'une d'entre elles ; ;

Les personnes physiques et morales ainsi que les administrations de l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte soumis aux obligations de l'article 17 de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Les tiers, lorsqu'ils justifient du besoin d'accéder aux informations dans le cadre d'un contrat avec une entité soumise aux obligations de l'article 17 de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, portant sur au moins une des mesures de vigilance mentionnées dans ce même article.

Information relative à l'accès aux informations d'une entité précise :

Le (la) soussigné(e) atteste sur l'honneur justifier d'un intérêt légitime à accéder à des données ciblées relatives aux bénéficiaires effectifs de la société dénommée dont le numéro SIREN est le suivant, tel que prévu par la Directive 2024/1640 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 :

Les personnes physiques ou morales susceptibles d'entrer en relation d'affaires avec une société ou une entité tierce et qui souhaitent prévenir tout risque de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de commission d'infractions sous-jacentes, pour les informations qui concernent cette société ou entité ;

Les personnes physiques ou morales soumises à des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme dans un pays non-membre de l'Union européenne, dans la mesure où elles justifient d'un besoin d'accéder aux informations pour remplir une obligation de contrôle préalable prévue par ce pays et pour les informations qui concernent leur client ;

Les autorités des pays non-membres de l'Union européenne homologues de celles mentionnées aux a) à h) du 2° de l'article L. 561-46 du CMF, pour remplir leurs missions de lutte contre le blanchiment de capitaux, une de ses infractions sous-jacentes ou le financement du terrorisme et pour les informations mentionnées qui concernent les sociétés ou entités qui font l'objet du cas dont elles ont à connaître ;

Les administrations de l'Etat, et les collectivités territoriales, et leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte chargés de la gestion des fonds européens ainsi que l'Autorité nationale d'Audit pour les Fonds européens, pour les informations qui concernent un bénéficiaire ou bénéficiaire potentiel de fonds européens ;

Les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, et leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte chargés de l'exécution et de la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience pour les informations qui concernent un bénéficiaire ou bénéficiaire potentiel de cette facilité ;

Les pouvoirs adjudicateurs dans le cadre de la passation d'un contrat de la commande publique, pour les informations qui concernent les soumissionnaires y compris ceux dont l'offre a été retenue.

3**Information complémentaire au traitement de ma demande :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4**Engagement du déclarant**

Le (la) soussigné(e) s'engage à respecter les conditions d'utilisation suivantes :

- Pour les personnes agissant à des fins journalistiques, de signalement ou de toute autre forme d'expression médiatique, les représentants d'ONG ou les chercheurs : ne communiquer à des tiers les informations obtenues que dans le cadre des activités justifiant leur intérêt légitime à accéder auxdites informations.
- Pour les prestataires extérieurs : ne communiquer les informations obtenues uniquement aux clients habilités dans le cadre de contrats.

Toute fausse attestation sur l'honneur constitue un faux et un usage de faux passibles des peines d'amende et d'emprisonnement prévues aux articles 441-1 et suivants du code pénal.

Fait à

Le

Signature :

**Annexe 1 - Liste des pièces justificatives à fournir dans le cadre de la demande d'accès au
Registre des Bénéficiaires effectifs (INTERET LEGITIME)**

	Catégories	Justificatif exigé
	<p>Les personnes agissant à des fins journalistiques, de signalement ou de toute autre forme d'expression médiatique en lien avec la prévention ou la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et leurs infractions sous-jacentes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Carte de presse (ou autre document témoignant de l'activité journalistique) ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli
2	<p>Les organismes à but non-lucratif et chercheurs universitaires dont les activités sont liées à la prévention ou la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et leurs infractions sous-jacentes</p>	<p><u>Chercheurs universitaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Tout document démontrant de travaux de recherche sur le sujet (travaux antérieurs etc.) ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli <p><u>ONG :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Tout document démontrant de travaux de recherche sur

		<p>le sujet (travaux antérieurs etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ (si les statuts n'incluent pas d'éléments sur la transparence financière) ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des statuts pertinents pour justifier l'intérêt légitime (ou pour ONG : preuve de l'adhésion à la plateforme des paradis fiscaux ou judiciaire) ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli
3°	<p>Les personnes physiques ou morales susceptibles d'entrer en relation d'affaires avec une société ou une entité tierce et qui souhaitent prévenir tout risque de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme ou de commission d'infractions sous-jacentes, pour les informations qui concernent cette société ou entité ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ SIREN ou EUID de la société avec laquelle elle entre en relation d'affaires ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets (lorsque ces éléments sont disponibles pour le demandeur)

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli ✓ Renseignement de la case sur les précisions complémentaires dans le formulaire de demande d'accès
4°	<p>Les personnes physiques ou morales soumises à des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme dans un pays non-membre de l'Union européenne, dans la mesure où elles justifient d'un besoin d'accéder aux informations pour remplir une obligation de contrôle préalable prévue par ce pays et pour les informations qui concernent leur client</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ SIREN ou EUID (tout document justifiant d'une immatriculation dans un pays tiers) ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets (avec traduction ?) ✓ Extrait de la base légale des obligations de vigilance (avec traduction ?) ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli
4° b	<p>Les autorités des pays non-membres de l'Union européenne homologues de celles mentionnées aux a) à h) du 2° de l'article L. 561-46, pour remplir leurs missions de lutte contre le blanchiment de capitaux, une de ses infractions sous-jacentes ou le financement du terrorisme et pour les informations qui concernent les sociétés ou entités qui font l'objet du cas dont elles ont à connaître</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des statuts pertinents pour justifier l'intérêt légitime ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli

	<p>Les administrations de l'Etat, et les collectivités territoriales, et leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte chargés de la gestion des fonds européens ainsi que l'Autorité nationale d'Audit pour les Fonds européens, pour les informations qui concernent un bénéficiaire ou bénéficiaire potentiel de fonds européens</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli ✓ Renseignement de la case sur les précisions complémentaires dans le formulaire de demande d'accès
5*	<p>Les administrations chargées de l'exécution et de la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience, [établie par le règlement (UE) 2021/241], pour les informations qui concernent un bénéficiaire ou bénéficiaire potentiel de cette facilité ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli ✓ Renseignement de la case sur les précisions complémentaires dans le formulaire de demande d'accès
	<p>Les administrations de l'Etat et les collectivités territoriales adjudicatrices dans le cadre d'un marché public, pour les informations qui concernent les soumissionnaires y compris ceux dont l'offre a été retenue ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renseignement de la case sur les précisions complémentaires dans le formulaire de demande d'accès
	<p>Les tiers tels que définis par l'article L. 561-7 et respectant les dispositions de ce même article, lorsqu'ils justifient du besoin d'accéder aux informations dans le cadre d'un contrat avec une personne assujettie à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mentionnée à l'article L. 561-2 et portant sur au moins une des mesures de vigilance mentionnées aux articles L. 561-4-1 à L. 561-14-2 ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli
	<p>Les personnes physiques et morales ainsi que les administrations de l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte soumis aux obligations de l'article 17 de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli
	<p>Les tiers, lorsqu'ils justifient du besoin d'accéder aux informations dans le cadre d'un contrat avec une personne mentionnée au j), portant sur au moins une des mesures de vigilance mentionnées à l'article 17 de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CNI ou passeport du demandeur ✓ Mandat, carte professionnelle, ou tout document démontrant le rattachement à la structure pour le compte de laquelle la demande d'accès est formulée. ✓ Extraits des documents contractuels ou précontractuels pertinents ; appel d'offre ou appel à projets ✓ Formulaire avec attestation sur l'honneur signé et rempli